



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
Délégation Interrégionale Sud**

Département de l'Immobilier de Toulouse

**Opération :
Aménagement des garages de l'aile ouest du PTF en bureaux et
aménagements extérieurs à la DIRPJJ Sud à Labège**

**BOP P182 – 2023-DISU-1
EJ n°**

MARCHÉ DE CONTRÔLE TECHNIQUE

Marché à procédure adaptée n° [REDACTED]

passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique

L'acheteur public exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Justice / SG / DIRSG Sud / DI Toulouse

Objet du marché

Mission de Contrôle Technique relative à l'aménagement des garages de
l'aile ouest du PTF en bureaux et aux aménagements extérieurs à la DIRPJJ
Sud à Labège

182_24_bureauxPTF_paysagers_CT

Représentant du maître d'ouvrage (RMO) habilité à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du CCP

Monsieur le Chef du Département Immobilier de Toulouse

Ordonnateur

Monsieur le Chef du Département Immobilier de Toulouse

Comptable public assignataire

Monsieur le DRFIP de Toulouse

**L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de :
mars 2025 (mois zéro / m0).**

En application de l'article L2 du Code de la Commande Publique (CCP), sont des contrats de la commande publique les contrats conclus à titre onéreux par un acheteur ou une autorité concédante, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques. Les contrats de la commande publique sont les marchés publics définis au livre Ier de la première partie, quelle que soit leur dénomination. Ils sont régis le CCP et, le cas échéant, par des dispositions particulières.

ARTICLE 1. CONTRACTANT	3
ARTICLE 2. PRIX	5
ARTICLE 3. OBJET DU MARCHÉ	7
ARTICLE 4. INTERVENANTS	7
4-1. Conduite d'opération.....	7
4-2. Maîtrise d'œuvre	7
4-3. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)	7
4-4. Identités du (des) contrôleur(s) technique(s)	8
ARTICLE 5. DURÉE DU MARCHÉ	8
ARTICLE 6. DÉFINITION DES MISSIONS	8
6-1. Étendue des missions confiées au titulaire	8
6-2. Modalités d'intervention lors des missions de suivi d'opération	9
6-3. Présence du contrôleur technique sur l'opération	9
ARTICLE 7. PERSONNE AFFECTÉE À LA MISSION	9
ARTICLE 8. DÉLAIS - PÉNALITÉS	10
8-1. Pendant la phase de conception des ouvrages	10
8-2. Pendant la phase de réalisation des ouvrages	11
8-3. À la réception des ouvrages	11
8-4. Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	11
ARTICLE 9. PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ	11
9-1. Forme du prix, prix de règlement	11
9-2. Mois d'établissement du prix.....	11
9-3. Choix de l'indice de référence.....	12
9-4. Formule de variation des prix.....	12
9-5. Facturation	12
9-6. Règlement intérêts moratoires	13
ARTICLE 10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	13
10-1. Avances	13
10-2. Acomptes	13
10-3. Retenue de garantie	13
ARTICLE 11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 12. ASSURANCES	13
ARTICLE 13. DOCUMENTS À PRODUIRE PENDANT L'EXÉCUTION	13

13-1. Documents fiscaux et sociaux	13
13-2. Modifications dans la structure du titulaire	14
ARTICLE 14. CESSIION OU NANTISSEMENT	14
ARTICLE 15. SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 16. AGRÉMENT MINISTÉRIEL	14
ARTICLE 17. RESPONSABILITÉ.....	14
ARTICLE 18. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	14
ARTICLE 19. RÉSILIATION	15
19-1. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	15
19-2. Résiliation du marché pour faute du titulaire.....	15
19-3. Résiliation suite aux pénalités.....	15
ARTICLE 20. LITIGES ET CONTENTIEUX.....	15

ARTICLE 1. CONTRACTANT

☐ Je soussigné,

Nom et prénom :										
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :										
Domicilié à :										
Tel. :					Fax :					
Courriel :										
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)										
Au capital de :										
Ayant son siège à :										
Tel. :					Fax :					
Courriel :										
N° d'identité d'établissement (SIRET) :										
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :										

☐ Nous soussignés,

Cotraitant 1										
Nom et prénom :										
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :										
Domicilié à :										
Tel. :					Fax :					
Courriel :										

<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) : <input type="text"/>	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <input type="text"/>	

Cotraitant X	
Nom et prénom : <input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
<input type="text"/>	
Domicilié à : <input type="text"/>	
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) : <input type="text"/>	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <input type="text"/>	

Après avoir pris connaissance et accepté les pièces constitutives du marché public, à savoir, par ordre de priorité décroissante :

- 1- le présent contrat (Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Particulières) ;
- 2- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- 3- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- 4- le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (CCTG-CT) approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 ;
- 5- la NF P 03-100 ;

☐ **M'engage** sans réserve, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du présent document.

☐ **Nous engageons** sans réserve, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du présent document.

La bonne exécution des prestations ci-après dépend essentiellement de la/des personne(s) physique(s) suivantes :

Désignation des personnes physiques	

ARTICLE 2. PRIX

L'offre de prix rémunère la mission définie à l'article 3 du présent contrat. Elle est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 fixé en page 1 du présent document.

Le marché est rémunéré par un prix global et forfaitaire dont la décomposition par éléments de mission figure dans la DPGF.

Montant du marché : (rémunéré par un prix global et forfaitaire)

Désignation de la tranche	Montant hors TVA (€)	Montant TVA (€)	Montant TVA incluse (€)
TOTAL			

Arrêté en lettres :

.....

→ **Prestataire unique**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN	<input type="text"/>	
BIC (par SWIFT)	<input type="text"/>	

→ **Groupement**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre RIB) :

Cotraitant 1		
compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN	<input type="text"/>	
BIC (par SWIFT)	<input type="text"/>	
Cotraitant 2		
compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN	<input type="text"/>	
BIC (par SWIFT)	<input type="text"/>	

Toutefois, l'acheteur public se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

ARTICLE 3. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une mission de Contrôle Technique relative à l'aménagement des garages de l'aile ouest du PTF en bureaux et aux aménagements extérieurs à la DIRPJJ Sud à Labège.

Le présent marché n'est pas décomposé en tranches.

ARTICLE 4. INTERVENANTS

4-1. Conduite d'opération

À définir ultérieurement.

4-2. Maîtrise d'œuvre

L'équipe de maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement SAS ASAKA / BET FERRER.

La mission confiée au maître d'œuvre (MOE) est constituée des éléments de missions définis dans les articles R.2431-1 à R.2431-23 du CCP :

- . DIA : diagnostic
- . AVP : études d'avant-projet
- . PRO : études de projet
- . ACT : assistance pour la passation des contrats de travaux
- . VISA : examen de conformité du projet et visa des études d'exécution réalisées par les entreprises
- . EXE : calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et la totalité des études de synthèse
- . DET : direction de l'exécution des travaux
- . AOR : assistance lors des opérations de Réception

La mission de base intègre :

- . les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens du Code de l'Environnement ;
- . les obligations relatives à la Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) au sens de la norme NFS 61932. A ce titre, le titulaire assure la fonction de coordonnateur SSI.

Le contrat intègre les missions de sourcing et négociations qui visent à sécuriser la procédure de contractualisation des entreprises de travaux, en 3 étapes : Sourcing 1, en phase d'avant-projet, sourcing 2, en phase projet et au lancement effectif de la consultation, négociation.

4-3. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le coordonnateur SPS met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

Selon nécessité de coordination, le coordonnateur SPS sera désigné ultérieurement.

4-4. Identités du (des) contrôleur(s) technique(s)

Le contrôleur technique affecté à l'opération est :

- NOM

- Prénom

Le contrôleur technique suppléant affecté à l'opération est :

- NOM

- Prénom

ARTICLE 5. DURÉE DU MARCHÉ

La durée du marché respectera le calendrier d'exécution des travaux. La durée du marché s'entend de sa notification jusqu'à la plus tardive de ces deux dates : retrait complet et définitif des installations de chantier ou fin de la période de garantie de parfait achèvement -GPA-.

ARTICLE 6. DÉFINITION DES MISSIONS

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction publique.

6-1. Étendue des missions confiées au titulaire

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives :

- à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables et indissociables (Mission LP) ;
- à la solidité des existants (Mission LE) ;
- à la sécurité des personnes dans les Établissements Recevant du Public (Mission SEI) ;
- à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées (Mission HAND) ;

Le contrôleur intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

En cas de visite des ouvrages par la Commission de sécurité, le bureau de contrôle sera obligatoirement représenté par le responsable technique qui aura suivi toutes les opérations de contrôle sur le chantier.

La mission comprend également toute assistance, d'une part au respect du permis de construire ou des éventuelles remarques formulées par la Commission de sécurité (quitus de levées de réserves à produire) et d'autre part, à l'obtention des autorisations nécessitant l'avis formulé d'un contrôleur.

Le contrôleur technique rend compte de son intervention dans les conditions fixées à l'article 4-2-5-2 de la norme NF P 03-100.

La présence du contrôleur technique peut être requise lors des visites de levées de réserves.

6-2. Modalités d'intervention lors des missions de suivi d'opération

La réalisation des missions de contrôle technique intervient dans les conditions fixées par la norme NF P 03-100 et par les dispositions suivantes. Le contrôle technique s'exerce pendant les phases suivantes :

- Phase 1 : contrôle des documents de conception
- Phase 2 : contrôle des documents d'exécution
- Phase 3 : contrôle sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements
- Phase 4 : examens avant réception
- Phase 5 : avis au maître d'ouvrage pendant la période de GPA

6-3. Présence du contrôleur technique sur l'opération

Le titulaire doit s'informer de l'état d'avancement des études et des travaux, et déterminer, voire provoquer, toutes les réunions qu'il juge nécessaire d'organiser et y participer. Il assiste à toutes les autres réunions qu'il juge nécessaires ainsi qu'à celles auxquelles il pourra être convoqué par le maître d'ouvrage.

Réunions de conception

Le titulaire devra assister aux réunions de mise au point des différentes phases des études de conception organisées par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage, auxquelles le maître d'ouvrage juge nécessaire de l'associer.

À titre indicatif mais non exhaustif, il est prévu d'organiser *a minima* une réunion de travail par phase d'études (DIA+APS, APD, PRO).

Réunions de chantier

Le titulaire participe à une partie des réunions de chantier (à raison d'un minimum de 30 minutes/semaine répartie selon les besoins exprimés par le maître d'ouvrage), destinée à traiter les questions relatives à sa mission. En pratique, le contrôleur technique pourra notamment soit être présent pendant 30 minutes chaque semaine, soit pendant 1h deux fois dans le mois.

Visites organisées à son initiative

Un minimum d'une visite mensuelle est effectuée.

Il en avise préalablement par courriel le maître d'ouvrage. Il effectue la visite seul ou accompagné du maître d'ouvrage (ou de son représentant) si celui-ci le souhaite. Si les circonstances l'exigent, il peut demander la participation d'entreprises. Un compte-rendu de visite écrit est établi et transmis à l'ensemble des intervenants de l'opération. Il précise le temps de visite, son objet et les observations.

Ces visites sont obligatoirement dissociées des réunions de chantier.

Toute absence à une réunion convenue préalablement et assortie d'une convocation écrite (mail ou courrier) à l'initiative du maître d'ouvrage entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

ARTICLE 7. PERSONNE AFFECTÉE À LA MISSION

Dès sa réponse au marché, le titulaire propose au représentant du maître d'ouvrage, la personne physique compétente par site concerné pour exécuter la mission de contrôle technique. À ce titre, le titulaire communique au maître d'ouvrage à l'origine de la demande le nom, le curriculum vitae du contrôleur technique (CT) affecté.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme CT de la construction.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du maître d'ouvrage. Tout changement doit immédiatement être notifié au maître d'ouvrage et être dûment motivé. Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser ce changement de prestataire en cours de mission.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.4.2. du CCAG-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3. du CCAG-PI ;
- l'accord de l'acheteur public sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite. Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'une décision ;
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. À défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau CT désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 2 semaines à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau CT accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à l'opération ayant donné lieu au marché attribué au titulaire.

ARTICLE 8. DÉLAIS - PÉNALITÉS

En dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalités quels que soient leurs montants et les pénalités sont appliquées forfaitairement. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Les délais en jours sont comptés en jours ouvrés.

8-1. Pendant la phase de conception des ouvrages

Pendant les phases DIA, AVP et PRO, le contrôleur technique dispose d'un délai d'une semaine, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre pour formuler un avis écrit au maître d'ouvrage.

Dans un délai de 7 jours calendaires après la réception du PRO, il remet au maître d'ouvrage :

- la version du rapport initial (RICT) à joindre au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
- l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité des personnes et la solidité des ouvrages ;
- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites ou à présenter préalablement à l'exécution des travaux afin de permettre aux entreprises de présenter valablement une offre de prix.

En cas de retard dans la remise des documents ou avis, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 75 € HT.

8-2. Pendant la phase de réalisation des ouvrages

Le contrôleur technique doit donner ses avis et observations concrétisés par des actes techniques ou des actes d'information dans un délai de 3 jours à compter du fait générateur ou de la transmission effective des documents utiles à l'exécution des ouvrages. Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

En cas de non-respect des délais prescrits, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 75 € HT.

8-3. À la réception des ouvrages

Dans un délai d'une semaine à compter de la demande du maître d'ouvrage, le titulaire remet au maître d'ouvrage le rapport final (RFCT) et le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT).

En cas de non-respect de ce délai, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 75 € HT. Si le titulaire ne dispose pas, à compter de la demande du maître d'ouvrage de l'ensemble des justificatifs nécessaires à la production de ce rapport, il est tenu d'en avertir sans délai le maître d'ouvrage sous peine de subir une pénalité journalière identique.

8-4. Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité dont le montant est plafonné à 10% du montant des amendes encourues en application de articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

Le maître d'ouvrage vérifie la situation du titulaire de la mission tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché conformément à l'article L.8222-1 du Code du Travail. Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du Code du Travail, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le maître d'ouvrage pourra :

- soit appliquer les pénalités contractuelles,
- soit rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques de l'entrepreneur.

ARTICLE 9. PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

9-1. Forme du prix, prix de règlement

Les prix sont révisables. L'offre de prix est réputée globale et forfaitaire.

Par dérogation aux articles 14.1 et 15 du CCAG-PI, les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

9-2. Mois d'établissement du prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé mois "ZERO" noté M_0 .

9-3. Choix de l'indice de référence

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index INGENIERIE. Cet index (base 100 – 2010) est publié mensuellement par l'INSEE.

9-4. Formule de variation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule : $C_n = \left(\frac{I_n}{I_0}\right)$

I_n : valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus contractuellement est dû au titulaire.

I_0 : valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période. La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Afin de faciliter la gestion financière du marché, les révisions de prix seront calculées uniquement au moment de l'établissement du décompte général.

Les calculs finaux, réalisés dans le cadre du décompte général, sont arrondis au millième supérieur.

9-5. Facturation

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché (cf. page de garde AE)
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage (cf. ci-dessous)
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ». (cf. page de garde de l'AE)

Coordonnées Chorus Pro du Département Immobilier de Toulouse

Raison sociale : SECRETARIAT GENERAL MINISTERE JUSTICE

Identifiant (SIRET Structure) : 130 005 093 00054 (SIRET de DIR SG Sud du MJ)

Libellé de la structure : Département Immobilier DIRSG Sud

Code service : (ne rien indiquer)

Libellé du service : Département Immobilier de Toulouse Maîtrise d'Ouvrage

9-6. Règlement intérêts moratoires

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur Chorus Pro. Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

10-1. Avances

Aucune avance n'est accordée au titulaire.

10-2. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes : l'acompte rémunère un service fait. Le montant des acomptes ne doit, en aucun cas, excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Pour que le règlement d'un acompte soit possible, il faut :

- non seulement que les prestations correspondantes soient réalisées,
- mais encore qu'un décompte soit produit.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiement non susceptible d'être remis en cause.

10-3. Retenue de garantie

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

ARTICLE 12. ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Les attestations d'assurance seront remises avant la notification du marché. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du représentant du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 13. DOCUMENTS À PRODUIRE PENDANT L'EXÉCUTION

13-1. Documents fiscaux et sociaux

Le titulaire produit avant la notification du marché et tous les six mois en janvier et en juillet de chaque année jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents (pièces

et attestations sur l'honneur) mentionnés à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du Travail.

En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

13-2. Modifications dans la structure du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
 - à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
 - à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
 - à son adresse ou à son siège social ;
 - aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de non communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

ARTICLE 14. CESSION OU NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2192-45 à R.2192-63 du CCP.

En cas de sous-traitance, le marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

ARTICLE 15. SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, les dispositions relatives à la sous-traitance dans les marchés publics sont appliquées.

Ces dispositions concernent, en particulier, la déclaration du titulaire du marché et l'acceptation par l'administration contractante des sous-traitants, le paiement de ceux-ci s'effectuant selon les règles des articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du CCP. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

ARTICLE 16. AGRÉMENT MINISTÉRIEL

Avant notification et tout au long de l'exécution du marché, le contrôleur technique doit être titulaire de l'agrément ministériel visé à l'article L.111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation correspondant aux missions de contrôle technique qui lui sont confiées. Il s'engage à justifier de cet agrément sur simple demande du maître d'ouvrage.

ARTICLE 17. RESPONSABILITÉ

La responsabilité du contrôleur technique est régie par le droit de la construction. Le titulaire est assujéti à une obligation de résultat s'agissant du respect des délais et de la qualité des livrables sous peine de mise en œuvre des pénalités de retard, de réfactions voire de la résiliation du marché.

ARTICLE 18. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du CCAG-PI, à l'issue de chaque élément de mission, le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des

prestations, sans indemnité ; l'arrêt de l'exécution des prestations entraîne résiliation du marché.

ARTICLE 19. RÉSILIATION

Il sera fait application des articles 27 et 36 à 41 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

19-1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 40 du CCAG-PI est fixé à 4 %.

19-2. Résiliation du marché pour faute du titulaire

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptée par le représentant du maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

19-3. Résiliation suite aux pénalités

Si le montant des pénalités est supérieur 20 % du montant du marché, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnisation.

ARTICLE 20. LITIGES ET CONTENTIEUX

En cas de litige résultant de l'application des clauses du marché, la loi française est seule applicable. Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'application des clauses du marché est le Tribunal Administratif de Toulouse.

« Lu et approuvé » par le titulaire,

Fait à.....,

le

(signature, nom et cachet du prestataire ou du mandataire en cas de groupement)

Décision du RMO

Compte tenu de l'acceptation de la Tranche Ferme, le montant du marché est arrêté à :

Montant hors TVA :

TVA :

Montant TVA incluse :

Arrêté en lettres à

« Est acceptée la présente offre »

Fait à Toulouse,

le

La personne représentant le maître d'ouvrage

Notification du marché :

« reçu notification du marché leà »

Signature du titulaire :